

# **Urgent Call for Solidarity! / Appel urgent à la solidarité / Appello urgente per la Soliderieta' !**

## **Appel urgent à la solidarité**

Des membres des « Universitaires pour la Paix » et du Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement et de la Recherche (Eğitim-SEN) ont été définitivement chassés de leurs postes dans des établissements d'enseignement supérieur.

En janvier 2016, 2 218 universitaires et chercheurs de Turquie ont signé le texte « Nous ne serons pas complices de ce crime », également connu sous le nom de Pétition pour la Paix. Depuis, les signataires (les « Universitaires pour la Paix ») ont fait l'objet de fortes pressions et de poursuites judiciaires. Plusieurs centaines d'entre eux ont fait l'objet d'enquêtes criminelles et disciplinaires, ont été mis en garde à vue, emprisonnés, lourdement menacés. Plusieurs universitaires ont été révoqués ou suspendus, certains ont été contraints de démissionner ou de quitter la Turquie.

Le 15 juillet 2016, une tentative de coup d'État en Turquie a échoué ; le gouvernement turc en tient pour responsables le groupe religieux du clerc Fethullah Gülen, résidant aux USA. Depuis le 15 juillet, le gouvernement et les autorités universitaires poursuivent les Universitaires pour la Paix, sous le prétexte de purger le service public des « gülenistes ».

Un décret gouvernemental justifié par l'état d'urgence a autorisé la dernière purge d'envergure en date, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre 2016. Plus de 41 signataires de la Pétition pour la Paix ont été accusés d'être des « soutiens du terrorisme » et chassés du service public, en même temps que plus de 40 000 fonctionnaires. Nombre des signataires faisaient déjà depuis plusieurs mois l'objet d'enquêtes administratives pour avoir signé la Pétition pour la Paix, enquêtes qui n'ont pas abouti. La révocation, en une nuit, des signataires par le fait accompli d'un décret de l'état d'urgence est une grave violation de leurs droits incompressibles à un procès équitable et à une procédure régulière. Révoqués du fait de l'état d'urgence, ils ne pourront pas faire appel, et il leur sera interdit leur vie durant de travailler dans la fonction publique ; leurs passeports leur seront retirés.

Cette manœuvre visant à se débarrasser des Universitaires pour la Paix en les liant aux instigateurs du complot est scandaleuse et inacceptable. Le gouvernement turc se sert de l'état d'urgence pour bâillonner toutes les voix critiques, y compris celles qui n'ont aucun rapport avec l'organisation Gülen ou les organisateurs du coup d'État. Nous demandons que nos collègues soient réintégrés dans leurs fonctions et retrouvent l'intégralité de leurs droits de salariés.

Nous vous demandons de faire circuler dans vos réseaux notre appel à la solidarité. Demandez à vos collègues, votre université, vos organisations professionnelles et syndicats de rendre publique une déclaration de solidarité avec les universitaires et chercheurs de Turquie, et de l'envoyer au gouvernement et aux autorités universitaires de Turquie.

Les Universitaires pour la Paix